

## **Discours « Monnaie de singe ! » du 8 novembre 2004**

Il a été dit lors de la session de novembre du Grand-Conseil, qu'en matière de finances publiques, en comparaison intercantonale, le Valais pouvait se regarder dans la glace sans rougir. Si ceci est incontestable et très positif, devons-nous pour autant nous frotter le ventre de satisfaction. C'est ici le moment de parler de notre point faible : l'endettement.

Sans entrer dans des considérations techniques, relatives aux diverses méthodes pour évaluer celle-ci, tout le monde reconnaît que quelles que soient les approches, quelles que soient les méthodes utilisées pour évaluer notre dette, celle-ci est

trop élevée. Nous savons, en plus, qu'elle sera lourdement aggravée par l'amélioration du taux de couverture des caisses de pension. En effet, si la somme n'est pas arrêtée, le principe d'une recapitalisation n'est plus guère contesté.

Face à cette dette trop élevée, deux écoles de pensées s'affrontent pour la réduire. La première active, dynamique, consiste à dégager des marges d'autofinancement permettant, par définition, de réduire la dette.

La deuxième, passive, consiste à utiliser les outils en place qui ne permettent aucune augmentation de la dette actuelle. Ainsi, par la magie de l'inflation, en chiffres relatifs, notre dette se réduira.

Faut-il donc se contenter d'un budget équilibré ou au contraire faut-il que le compte administratif dégage des excédents, permettant de réduire, sur un période appropriée bien entendu, notre dette.

La clairvoyance nous impose de mettre en parallèle de la dette, le service de la dette elle-même si nous traversons une période des plus fastes dans ce domaine, il faut convenir que 65 millions d'intérêts passifs pourraient, en partie, être libérés pour servir à tout le moins à des fins plus productives, par exemple à des investissements.

La lourdeur des intérêts est déjà présente, sans brandir la menace de l'augmentation des taux d'intérêts. Et pourtant, selon certains spécialistes, elle grondera bientôt.

Compter sur l'inflation est en plus contradictoire puisque dans tous les pays, quasiment tous les gouvernements luttent avec force contre ce fléau, tellement les inconvénients sont plus lourds que les avantages.

En ces périodes électorales, il est à mes yeux indispensable de ne pas laisser à nos successeurs des tâches que nous devons aujourd'hui réaliser. Ne pas assurer aujourd'hui nos responsabilités vis-à-vis des générations futures ne serait pas digne de l'action que doit mener le premier parti de ce canton.

La volonté de maîtriser l'inflation d'une part, mais aussi la volonté d'agir, de ne pas se contenter d'un amaigrissement technique de

notre dette d'autre part, nous pousse à poursuivre dans la voie du remboursement de notre dette, car avec des chèques en bois, nous aurons dépensé des fortunes pour la dette au lieu d'investir.

Maurice Tornay  
Chef groupe DC-BVs